

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la lutte contre le réchauffement climatique, à New York le 22 septembre 2009.

Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Aujourd'hui, nous avons 87 jours pour réussir ou pour échouer. Grâce au constat des savants unanimes, nous savons que le réchauffement climatique est une réalité. Personne ne peut contester cette réalité.

Nous savons que nous devons le limiter à 2° et que si nous ne réussissons pas, ce sera la catastrophe. Ce point ne supporte plus aucun débat. Nous sommes, au-delà de nos différences, la dernière génération à pouvoir agir. Et pour la première fois, nous devons décider non pas pour nos pays, non pas pour nos régions, non pas même pour nos continents, mais nous devons décider pour la planète.

En résumé, nous avons le choix de la catastrophe ou de la solution. Nous décidons pour la planète toute entière et ce que nous ne déciderons pas, ceux qui nous suivront ne pourront plus le faire. Rarement un choix a été aussi crucial pour l'avenir de l'humanité.

Monsieur le Secrétaire Général, regardons clairement où nous en sommes. Nous sommes aujourd'hui sur la voie de l'échec, si nous continuons ainsi. Ce n'est pas la peine d'être hypocrite, ce n'est pas la peine de nous lancer dans les petits jeux diplomatiques ou politiques. Ce n'est même pas la peine que je vous inflige un discours grandiloquent à 87 jours de Copenhague. Nous avons besoin de propositions, d'actions, de responsabilités.

Nous savons parfaitement quels sont les quatre principes qui feront le succès de Copenhague :

- Réduction de 50% d'émissions mondiales d'ici à 2050.
- Pour les pays développés, ce n'est pas une réduction de 50% qu'il faut, c'est une réduction d'au moins 80% d'ici 2050.
- Pour les pays émergents, il faut réduire la croissance de leurs émissions avec l'aide financière et technologique des pays développés, j'y reviendrai.
- Et enfin, d'une façon ou d'une autre, il faudra payer pour les pays les plus vulnérables, ceux d'Afrique et les petits Etats insulaires, il n'y a pas d'autres choix.

Qu'est-ce qu'il manque ? Il manque aujourd'hui : deux choses, la volonté et la confiance.

Il y a beaucoup de dirigeants qui ont peur qu'on leur demande de choisir entre la croissance et la protection de l'environnement, on peut les comprendre, confrontés qu'ils sont à la pauvreté et au chômage. Mais ce choix, personne n'a à le faire et en Europe, nous démontrons qu'on peut passer d'une croissance forte en émission de carbone à une croissance durable. Nous l'avons démontré en Europe avec le paquet énergie-climat et nous l'avons démontré en France avec la création d'une fiscalité écologique.

Personne n'aura à choisir entre le chômage et l'environnement, entre la propreté et la protection de la planète. Dans les bonnes nouvelles, -il n'y en a pas beaucoup-, mais je veux saluer le leadership du nouveau gouvernement japonais qui a pris des engagements très forts et également les engagements de la Chine. Mais maintenant il faut aller beaucoup plus loin.

Je veux proposer qu'on mette en place un mécanisme efficace pour financer ceux qui en ont besoin et pour opérer les transferts de technologie. Si on ne fait pas cela, les pays émergents ne nous rejoindront pas. Or, ils doivent nous rejoindre parce qu'ils sont comptables, eux aussi, de l'avenir de la planète.

Le Mexique a fait une proposition de contribution universelle. La France la soutient. La

Le Mexique a fait une proposition de contribution universelle, la France la soutient. La Commission européenne a évalué à 100 milliards d'euros par an d'ici 2020 le financement que nous pourrions envisager pour aider les pays en voie de développement à s'adapter au nouveau concept de la croissance durable, nous sommes prêts à le faire. Vraiment, m'adressant au pays en développement et au pays émergents, je vous le dis, les transferts financiers et les transferts de compétence technologique, nous sommes prêts à le faire. Soyez vous-même au rendez-vous de la planète.

Je dois être franc, en France et en Europe nous taxons les entreprises polluantes, aucun pays ne pourra s'exonérer d'efforts. Soit nous y allons tous ensemble et nous vous aiderons à financer, et nous vous aiderons par les transferts de technologie £ soit nous n'y allons pas et dans ce cas là, nous serons obligés de créer une taxe carbone aux frontières de l'Europe. On ne peut pas avoir, face à la gravité de la situation, une partie du monde qui protège la planète et une autre partie du monde qui dit non sans raison, ce n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Pour l'instant on ne veut pas s'y mettre. Il faut qu'on s'y mette tous et nous les pays développés on vous y aidera, financièrement et technologiquement.

Je veux également dire que la France fera des propositions avec le Brésil et les pays du bassin du Congo sur la question de la forêt. Il y a 20% des émissions qui sont dues à la destruction de la forêt, il faut aider les pays qui ont les plus grandes forêts du monde, qui sont des réservoirs pour la protection de l'environnement, à les entretenir, à les protéger, voire à les développer. Cela, c'est une solidarité active. Je pense à l'Amazonie, je pense à la forêt du bassin du Congo, je pense bien sûr à la forêt de Sibérie. Les forêts sont les biens de l'humanité.

Enfin, je souhaite que l'on prenne une initiative particulière pour l'Afrique. Il y a 17% des Africains seulement qui ont accès à l'énergie primaire, on ne peut pas laisser l'Afrique dans cette situation. Au fond, nous, les pays développés, nous devons payer et transférer de la technologie £ vous les pays émergents, vous devrez vous engager à réduire vos émissions sans que cela ne nuise à votre croissance £ quant aux pays pauvres, ils doivent être au coeur de la stratégie de Copenhague. Mais tous, nous tirerons un bénéfice de cette nouvelle croissance.

Enfin, je terminerai, Monsieur le Secrétaire Général, en faisant deux propositions. La première, c'est qu'enfin nous nous décidions à créer une seule Organisation Mondiale de l'Environnement. Ce n'est pas tout de faire de Copenhague un succès, encore faut-il savoir qui gèrera les conséquences des décisions prises à Copenhague. Il y a une soixantaine d'organisations éparses qui s'occupent des mêmes questions, créons une Organisation Mondiale de l'Environnement, décidons du principe de cette création dès Copenhague.

Deuxième chose, je propose que les chefs d'Etats des principales économies qui représentent rien moins que 80% des émissions de gaz à effet de serre, nous nous retrouvions à la mi-novembre, c'est-à-dire entre votre réunion, Monsieur le Secrétaire Général, et Copenhague pour sortir des jeux de rôles, des discours qui ne sont pas suivis d'effets, des jeux diplomatiques, pour mettre sur la table des propositions concrètes.

Vous l'avez compris, Mesdames et Messieurs, la conviction absolue de la France, c'est que le temps n'est pas notre allié, le temps est notre juge, nous sommes déjà en sursis. Prenons nos responsabilités, non pas dans les discours, mais dans les faits, la France et l'Europe sont bien décidées à faire cela.

Je vous remercie.